

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/W/428  
G/TRIMS/W/25  
9 octobre 2002  
(02-5436)

Conseil du commerce des marchandises  
Comité des mesures concernant les  
Investissements et liées au commerce

Original: anglais

## COMMUNICATION DU BRÉSIL ET DE L'INDE

Les délégations du Brésil et de l'Inde ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 octobre 2002, en demandant qu'elle soit distribuée au Conseil du commerce des marchandises et au Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce.

---

Examen prescrit de l'Accord sur les MIC  
Paragraphe 12 b) de la Déclaration ministérielle de Doha  
Questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (tiret 40)

### I. CONTEXTE

1. L'Accord sur les MIC énonce à l'article 9 une disposition détaillée sur son propre examen, qui inclut la possibilité pour les Membres de proposer des amendements à son texte. Cette disposition provenait du fait que de nombreux Membres - en particulier des pays en développement - avaient pensé à la fin du Cycle d'Uruguay que la portée de l'Accord allait au-delà du mandat convenu dans la Déclaration de Punta del Este. Ce mandat prévoyait ce qui suit: "à la suite d'un examen du fonctionnement des articles de l'Accord général se rapportant aux effets de restriction et de distorsion des échanges exercés par les mesures concernant les investissements, des négociations devraient élaborer de manière appropriée les dispositions complémentaires qui pourraient être nécessaires pour éviter de tels effets préjudiciables sur le commerce". Or, au lieu de traiter directement ces effets préjudiciables allégués sur le commerce, l'Accord sur les MIC proscriit simplement certaines mesures concernant les investissements dont il est présumé qu'elles sont incompatibles avec les articles III et XI du GATT de 1994.

2. En outre, le paragraphe 12 de la Déclaration ministérielle de Doha dispose que les négociations sur les questions de mise en œuvre en suspens feront partie intégrante du Programme de travail. D'après le point "b" du même paragraphe, ces questions comprennent celles qui sont énoncées aux tirets 37 à 40 du document JOB(01)/152/Rev.1, qui concernent directement l'Accord sur les MIC. Nous aborderons dans le présent document les questions relatives au tiret 40.

3. Depuis la fin du Cycle d'Uruguay, l'argument à l'encontre de l'utilisation de mesures concernant les investissements a perdu beaucoup de sa force théorique. De nouveaux éléments dans la théorie du commerce international ont jeté le doute sur les modèles de concurrence parfaite, qui sont de plus en plus jugés irréalistes ou fondés sur des hypothèses contestables. Par ailleurs, l'argument selon lequel le recours à ces mesures entraîne inévitablement des distorsions du commerce n'a pas été confirmé par des preuves empiriques.

4. Une étude conjointe récente des Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED (G/C/W/307) est pertinente à cet égard. S'il est vrai que cette étude ne constitue pas un argument décisif en faveur des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine locale, à l'équilibrage des échanges, et aux résultats à l'exportation, elle n'en réfute pas moins toute supposition générale selon laquelle ces mesures faussent nécessairement les échanges. En outre, l'histoire abonde en exemples qui montrent qu'il a été fait appel avec succès à des mesures concernant les investissements pour réaliser les objectifs de développement tout en neutralisant les effets de distorsion des échanges exercés par certaines formes de comportement des entreprises - qui, dans le cas des pays en développement, peuvent porter davantage atteinte à une répartition efficace des ressources que les mesures concernant les investissements. Il faut aussi relever qu'il est apparu que d'autres mesures actuellement compatibles avec les règles de l'OMC ont beaucoup plus d'effet de distorsion sur le commerce international, surtout dans les secteurs qui présentent un intérêt à l'exportation pour les pays en développement, que celles qui concernent les investissements.

5. La technologie est une question qui revêt une importance extrême pour les pays en développement. L'écart entre pays développés et pays en développement sur le plan technologique tend à se creuser avec le temps, à mesure que l'économie internationale évolue pour passer des facteurs de production traditionnels à un paradigme de production qui fait fond sur la technologie, les connaissances et l'innovation. Des mesures concernant les investissements et liées au commerce dans le domaine de la science et de la technologie sont nécessaires pour permettre à ces pays d'accroître leur part dans le segment de haute technologie du commerce international et d'éviter ce qui serait inmanquablement un recul de leur participation au commerce mondial dans son ensemble à mesure que les produits de haute technicité deviennent les seuls secteurs dynamiques.

6. La politique de la concurrence est un autre domaine d'intérêt. Des données nouvelles montrent que les mesures concernant les investissements et liées au commerce peuvent, si elles sont correctement mises en œuvre, être source d'avantages pour l'environnement concurrentiel. Au cours des deux dernières décennies, il y a eu une expansion massive du pouvoir des grandes sociétés dans les pays développés et les pays en développement. Les risques posés par un pouvoir excessif des grandes sociétés peuvent être réduits par des mesures incitant d'autres investisseurs à leur faire concurrence sur le marché intérieur.

7. Les mesures concernant les investissements et liées au commerce peuvent aussi être des instruments utiles pour les politiques de développement régional. Dans certaines circonstances, les marchandises originaires de régions défavorisées des pays en développement ne peuvent pas rivaliser à court terme avec les marchandises produites au moyen de méthodes ou technologies plus perfectionnées. Puisqu'il n'est pas économiquement rationnel que l'État apporte indéfiniment son soutien à ces régions, des mesures concernant les investissements et liées au commerce associées à des achats auprès d'entreprises situées dans ces régions défavorisées peuvent être une incitation supplémentaire encourageant ces entreprises à croître et à améliorer leur capacité de concurrence.

8. Les mesures concernant les investissements et liées au commerce peuvent aussi être utilement associées au développement durable là où elles répondent à des préoccupations environnementales. À la différence des pays développés, les pays en développement n'ont pas tous les moyens d'assurer la protection de l'environnement et ont donc besoin de trouver des revenus additionnels à cette fin. Il est largement reconnu que le meilleur moyen de protéger certaines ressources naturelles et certaines régions dans les pays en développement est de mettre en œuvre des politiques de gestion durable axées sur des produits spécifiques. Il est donc nécessaire de promouvoir des procédés et produits écologiques, le plus souvent à des conditions qui ne sont peut-être pas compétitives. Ces procédés et produits ne peuvent s'introduire sur le marché que grâce à une demande induite, laquelle pourrait, à son tour, découler de mesures concernant les investissements et liées au commerce.

9. Une préoccupation additionnelle et spéciale des pays en développement est le fait que la faiblesse des positions financières extérieures est parfois structurelle et peut, en tant que telle, devenir un risque majeur pour la stabilité des courants d'échanges. Les pays en développement ont été gravement affectés par les turbulences financières des cinq dernières années car ils doivent faire face à des déséquilibres structurels de leurs secteurs extérieurs, qui ne peuvent être corrigés que dans le processus de développement à long terme. Généralement, les pays en développement doivent dégager des excédents commerciaux pour pouvoir maintenir normalement les flux de transferts et de paiements, même s'ils ne sont pas en proie à une grave crise de la balance des paiements. Il y a deux moyens de dégager des excédents commerciaux, à savoir accroître les exportations et réduire les importations, mais seul le premier apporte des avantages au système commercial multilatéral. Lorsqu'ils doivent faire face à des déséquilibres structurels sur le plan extérieur, les pays en développement devraient être encouragés à accroître les exportations afin de ne pas restreindre les importations par des politiques déflationnistes. Des mesures concernant les investissements et liées au commerce qui visent les exportations peuvent avoir moins d'effets restrictifs que des politiques déflationnistes sur les courants d'échanges d'un pays avec l'extérieur et sur le système commercial multilatéral dans son ensemble.

10. Les disciplines prévues par l'Accord sur les MIC ne prennent pas en compte ces inégalités structurelles entre les Membres et, hormis les périodes de transition qui sont déjà écoulées, ne contiennent aucune clause spécifique et véritable pour le traitement spécial et différencié. L'absence de clauses de fond effectives visant à répondre aux besoins particuliers des pays en développement a fait de l'Accord sur les MIC un exemple unique de traitement spécial et différencié à rebours. Alors que les pays développés ont eu des décennies pour choisir quand, comment et dans quels secteurs économiques appliquer de telles mesures, pour les pays en développement, le droit de choisir a été tout simplement abrogé. De plus, les dispositions de l'article 4, du fait qu'elles se limitent aux exceptions autorisées à l'article XVIII du GATT de 1994, dans le Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements, et dans la Déclaration relative aux mesures commerciales prises à des fins de balance des paiements adoptée le 28 novembre 1979, sont manifestement insuffisantes pour ce qui est d'assurer la flexibilité nécessaire en vue du recours à des mesures concernant les investissements dans le contexte des politiques de développement. Par ailleurs, ces exceptions montrent que le GATT reconnaît que les restrictions quantitatives permettent aux pays en développement de conserver leurs avoirs en devises pour effectuer les importations nécessaires au développement.

## **II. PROPOSITION**

11. L'article 4 de l'Accord sur les MIC devrait être modifié de façon à incorporer des dispositions spécifiques qui donneront aux pays en développement la flexibilité nécessaire pour mettre en œuvre les politiques de développement. Une solution possible consisterait à élargir l'éventail des situations dans lesquelles les pays en développement sont autorisés à s'écarter temporairement des dispositions de l'article 2. Parmi les nouvelles dispositions à inclure, il faudrait envisager les suivantes.

12. Les pays en développement devraient être autorisés à recourir aux MIC afin:

- a) de promouvoir les capacités de fabrication nationales dans les secteurs à forte valeur ajoutée ou à forte intensité de technologie;
- b) de stimuler le transfert ou le développement au niveau local de technologies;
- c) de promouvoir la concurrence intérieure et/ou de remédier aux pratiques commerciales restrictives;

- d) de promouvoir les achats auprès des régions défavorisées afin de réduire les disparités régionales dans leur territoire;
  - e) d'encourager des méthodes ou produits écologiques et de contribuer au développement durable;
  - f) d'accroître la capacité d'exportation dans les cas où des déficits structurels des comptes courants causeraient ou menaceraient de causer une réduction marquée des importations;
  - g) de promouvoir des petites et moyennes entreprises car celles-ci contribuent à la création d'emplois.
-